SKIKDA

Le calvaire de cinq familles victimes du terrorisme

Cinq familles de victimes du terrorisme attendent la régularisation de leur situation sociale. Trois d'entre elles vivent depuis 1994 dans des logements de fonction de l'hôpital d'El Harrouch, l'une des grandes daïras de la wilaya, les deux autres résident dans deux logements sociaux de la commune de Filfila, dont l'un a été attribué simultanément à une autre personne (le reçu du loyer en son nom le confirme).

Le cas des familles habitant les logements de fonction de l'hôpital d'El Harrouch dure, comme déjà rapporté, depuis 1994, soit l'année où a été perpétré (le 21 juin précisément) l'attentat terroriste à la commune de Ouled-Hbaba , au cours duquel furent blessés C. Djamila, T. Lakhdar et Hfaïdia Kassem.

Ces derniers sont hébergés avec leurs enfants, femmes et maris, soit une dizaine de membres, dans l'hôpital attendant que leur soient attribués des logements sociaux. En dépit des correspondances adressées aux instances compétentes par l'Organisation nationale des victimes du terrorisme (ONVT), section de Skikda, présidée par Boudmegh Noureddine, leur calvaire n'est pas près de voir la fin. Les différentes attributions sociales dont a bénéficié la commune d'El Harrouch, ont été synonymes pour eux d'un "évincement" clair et net. Le risque d'être jetées à la rue se fait de plus en plus persistant.

Les deux familles de Filfila subissent elles aussi un drame "historique". Les deux veuves de Benyoucef (Rabah et Saïd) ont été hébergées avec leurs douze enfants en 1995 dans deux logements sociaux situés à El-Ghotsa, suite à une décision des services de sécurité (selon les dires de la veuve de Rabah).

La régularisation de leur loyer tarde à venir, bien que les quatre autres veuves vivant dans le même immeuble y ont eu droit. Rappelons que ces deux veuves ont perdu leurs maris dans une embuscade tendue par un groupe terroriste au lieu-dit Taras, dans la commune de Aïn-M'cid, relevant de la daïra de Ouled-Attia en 1995.

Les deux veuves vivent avec la hantise des interventions des forces de l'ordre, des agents de l'OPGI ou de l'huissier de justice, les sommant à maintes reprises de quitter les lieux au motif qu'elles occupent ces logements illégalement.

Les autorités locales ont été destinataires de correspondances de la part de l'ONVT. En vain. Le statu quo est toujours de mise. La seule mesure prise, à nos jours, selon les dires de Boudmegh, a été prise par le chef de la Sûreté urbaine de Skikda, qui a donné instruction à ses services compétents pour que ne soient plus dérangées ces familles. L'autre bizarrerie dans cette affaire, le logement F5 de la veuve de Rabah, sis à la cité Ayachi Bt 83 n°03 Filfila, aurait été attribué (en tant que F3), un certain temps à une autre personne. D'ailleurs, cette famille recevait le reçu du loyer en son nom (septembre 2004 n°211 335-04). Tout est rentré dans l'ordre après. Mystère !

Pour la veuve de Rabah, le calvaire a atteint son paroxysme : "Nous ne demandons rien à l'Etat, sauf qu'il régularise notre situation. Nous vivons continuellement avec la peur d'être mis à la porte", se lamenta une veuve qui a sa charge cinq enfants, tous mineurs. Boudmegh, le président de l'ONVT, s'interroge sur "le rôle des pouvoirs publics pour venir à bout de ce problème qui perdure. La famille Benyoucef a perdu 19 de ses membres, patriotes civils, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Et ces veuves doivent avoir plus de considération", s'indigna-t-il.

Zaïd Zoheïr

BORDJ- BOU-ARRERIDJ

Où est passée la police des eaux ?

Depuis quelque temps, bon nombre de citoyens se précipitent démesurément vers un pompage abusif des ressources souterraines de la nappe à la faveur des prix cassés que proposent notamment les foreurs syriens qui possèdent le quasi monopole du marché de la sonde, normal puisque leurs concurrents du métier ne sont en fait que de simples bénéficiaires de matériel dans le cadre de l'emploi de jeunes.

Ce constat mène à mettre en garde les services hydrauliques de la wilaya, un secteur qui puise considérablement les caisses de la wilaya et les oriente à réviser leur calcul d'exploitation de la nappe aquafère estimé à environ 67 % avec un prélèvement de 39.63 Hm3. Ajoutez le fonçage illicite qui est loin d'être réduit à 15 procès verbaux dans tout le territoire de la wilaya durant l'exercice 2003-2004, comme le précisent certains documents.

Avec une distribution d'un jour sur deux, l'alimentation en eau potable tirée d'une réserve d'eau superficielle évaluée à 300 Hm3 est estimée à 110 l j/habitant ce qui n'est pas négligeable compte tenu du service qu'affecte le barrage de Aïn-Zada. 6 Hm3 alimentant Sétif également et les trois retenues colinaires de la région (3.2Hm3), d'ailleurs même à ce propos les services techniques de l'eau font mention de la faible reconnaissance des réseaux A.E.P. Quant à l'Algérienne des Eaux, elle attire l'attention sur l'imprécision des factures d'eau ce qui oblige sa direction à appliquer des tarifications forfaitaires dans certains cas et ce n'est pas tout puisque le "hasard" n'en finit point d'imposer ses vertus dans un système de comptage non fiable à son tour. Ne faut-il pas repenser dans ce cas à un matériel plus neuf qui épargnerait aux services des eaux des pertes inutiles, un manque à gagner sans doute d'une grande valeur. Chose certaine, l'eau se perd en abondance, faut-il préciser que l'article 1 du code de l'eau interdit le pompage des eaux souterraines, à ce niveau il faut également préciser qu'une coordination s'impose entre la police de l'eau et la justice pour la mise en application des textes relatifs à ce délit.

Saâdène Ammara

BATNA

Le second CHU est «irréalisable»

La création d'un second CHU à Batna est impossible à réaliser actuellement, selon des sources officielles, du fait que cela nécessite de très grands efforts financiers d'une part et que de tels projets relèvent de la tutelle et non pas des responsables locaux, qu'ils soient du secteur sanitaire, élus ou autres. Mais on croit savoir néanmoins, que certains services de l'actuel et unique CHU, pourraient bénéficier d'opérations de rénovation et d'agrandissement.

Concernant les projets d'ouverture d'un centre anti-cancéreux et d'un service spécialisé dans les maladies de la peau, une fiche technique est à l'étude en attendant les subventions nécessaires qui permettraient l'ouverture de ces services. Un scanner, d'une valeur de plus de 4 milliards 800 millions de centimes a été acquis par le CHU de Batna.

Cet équipement d'une grande valeur sera incessamment fonctionnel et permettra de prendre en charge la population des Aurès tout comme celle des régions limitrophes telles que celles de Biskra, Oum El-Bouaghi et Khenchela en cas de nécessité inhérente. D'un autre côté ,et durant le dernier trimestre 2004, pas moins de 23 professeurs-assistants et 14 spécialistes ont été recrutés pour pallier le déficit accusé en matière de personnel hautement qualifié. Concernant le parc roulant, 4 nouvelles ambulances ont été réceptionnées, ce qui fait que le nombre total des ambulances fonctionnelles s'élève désormais à exactement une dizaine.

Nasreddine Bakha

MILA

L'eau coule partout sauf … dans les robinets !

En pleine saison pluvieuse et après les très importantes précipitations enregistrées dans toute la région, plusieurs jours durant, au point où tout déborde, même les terres agricoles sont engorgées d'eau, les sources éclatent un peu partout et les nappes phréatiques sont à fleur de sol.

Curieusement et paradoxalement, la "Milevienne des Eaux" décide et sans crier gare, d'appliquer des restrictions qui n'ont rien à envier à celles connues durant les périodes de grandes pénuries. D'un jour sur deux, la distribution est passée à un jour sur "n" , personne ne sait plus quand et à quel moment ce précieux liquide coulera dans son robinet. Les couples qui travaillent sont obligés de monter la garde pour renouveler leur stock. Ceci, sans parler du taux de déperdition de l'eau qui est extrêmement important, les réseaux d'AEP sont défaillants à plusieurs niveaux et les fuites sont visibles dans les quatre coins de la ville qui est inondée à chaque ouverture des vannes. Même la conduite qui alimente les réservoirs de la ville, à partir du forage de Aïn Tine (à une dizaine de kilomètres) n'y échappe pas, elle est souvent soumise à des ruptures importantes de la canalisation d'où ces pénuries constatées. Il faut signaler tout de même que cette situation est vécue à Mila, malgré le récent projet qui date d'à peine quelques mois et qui a coûté plusieurs milliards de centimes. Ce projet consiste en un renforcement de l'alimentation en AEP de l'agglomération de Mila par une deuxième conduite à partir d'un forage à débit très important, toujours à Aïn Tine (40 l/s).

Malheureusement, malgré la mise en exploitation de cette seconde conduite, le citoyen lui, ne constate quasiment aucune amélioration notable sur le plan distribution tout en reconnaissant que de grands efforts ont été consentis dans le domaine de l'AEP sur tout le territoire de la wilaya.

La gestion, elle, reste très en deçà des normes et des techniques requises, ne répondant nullement aux besoins de la conjoncture. Il faut dire aussi que, l'Algérienne des Eaux (ADE) qui a remplacé l'ex-entreprise de gestion Epeco, ne connaît aucune amélioration notable dans la prise en charge de tous ces problèmes. Malgré, apparemment, son renforcement en moyens humains et matériels, les responsables de cette entreprise sont donc vivement interpellés !

A. M'haïmoud

Précisions

Nous avons, dans notre papier de jeudi passé, fait état, par confusion des postes, du décès du directeur régional de la Sûreté nationale ce qui a gêné ce dernier et sa famille. Ceci m'amène à m'excuser auprès d'eux pour le préjudice moral subi. C'est en fait un inspecteur principal de la Sûreté nationale qui est décédé suite à un arrêt cardiaque dans son domicile. Par ailleurs, l'enquête sur l'agence foncière a été aussi clôturée et transmise au parquet.

A. M.